

Motion du collège Marcel Marceron de Monfort-sur-Risle

Nous personnels du collège Marcel Marceron, réunis en heure d'information avec nos syndicats (FSU, CGT, FO, SGEN) ce jeudi 17 octobre 2024, constatons que les services publics sont en danger. L'éducation publique subit depuis de trop nombreuses années des attaques qui minent sa capacité à émanciper et instruire. Les plus fragiles sont les premières victimes de ces économies budgétaires, en particulier les élèves en situation de handicap. De plus, la crise politique que nous traversons renforce la diffusion des idées haineuses et réactionnaires : il y a péril en la demeure.

Nous ne pouvons nous résoudre à attendre. Nous ne pouvons pas à notre échelle lancer le mouvement d'ampleur qui nous semble nécessaire au vu de la gravité de la situation.

Nous revendiquons :

- L'abrogation la réforme des retraites
- L'abrogation de la réforme du lycée
- L'abrogation du choc des savoirs au collège
- La création des postes nécessaires pour réduire les effectifs par classe.
- Le recrutement d'AESH, une formation et un véritable statut de fonction publique pour ce métier.
- Les moyens nécessaires pour répondre aux besoins particuliers des élèves en situation de handicap : augmentation du nombre de places dans les instituts spécialisés (IME, ITEP...), déploiement des dispositifs inclusifs (ULIS, ...), faciliter les transports individuels respectant les rythmes de l'enfant.
- L'augmentation générale des salaires.

Nous appelons donc nos organisations syndicales, en particulier leurs instances nationales, à assumer leurs responsabilités : elles doivent prendre le risque d'initier un mouvement large pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale, à la mise en danger des libertés et de l'état de droit. Nous sommes prêts à bâtir le rapport de force et à vaincre le délitement et la résignation générale. Nous ne souhaitons plus simplement témoigner ponctuellement de notre mécontentement. En ce sens, pour préparer la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications, nous demandons aux unions départementales de nous aider à organiser des réunions publiques interprofessionnelles, locales, avec des intervenants nationaux.

15 présents.

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 0